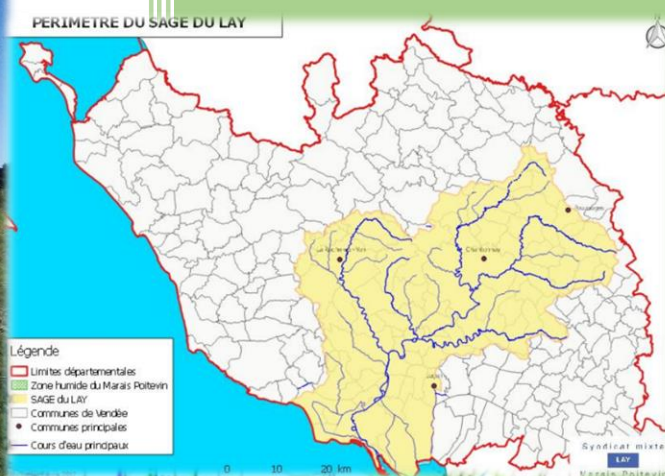


Maître d'ouvrage:

SCEA Petit St Juire

*Siège d'exploitation : Rue du petit St Juire
85 210 St Juire Champgillon*

Pré études technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU



SAINT JUIRE CHAMPGILLON

Table des matières

1.	Identification de l'exploitation :	2
2.	Objet du dossier :	2
2.1	Projet :	2
2.2	Motivations	3
2.3	Situation géographique	3
2.4	Contexte règlementaire :	5
2.5	Caractéristiques du site envisagé pour le projet :	6
2.6	Approche économique	6
2.7	Urbanisme	7
3.	Contexte environnemental :	8
3.1.2	Situation géologique et morphologique.....	9
3.2	Les secteurs d'intérêt particulier.....	10
3.2.1	Les ZNIEFFs	10
3.2.2	Natura 2000.....	0
3.2.3	Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire	14
3.3	Les zones humides.....	15
3.4	Servitudes.....	16
4.	Sécurité.....	16

1. Identification de l'exploitation :

SCEA PETIT SAINT JUIRE
Mr FAGOT Damien (Co-Gérant)
RUE PETIT ST JUIRE
CHAMPGILLON
85210 ST JUIRE CHAMPGILLON

Exploitation polyculture élevage en conduite biologique

-SAU = 116,12 ha

-UTH : 2

Cultures pratiquées sur l'exploitation

- Blé tendre semence
- Blé tendre
- Brocolis
- Flageolet
- Lentilles
- Luzerne
- Maïs grain conso
- Méteil grain
- Prairie
- Tournesol

2. Objet du dossier :

2.1 Projet :

Le projet consiste à augmenter les capacités de stockage d'une réserve d'eau existante, permettant un stockage total d'environ 70 000 m³ d'eau.

Pour cela, les digues seront rehaussées et la surface agrandie.

Actuellement l'étang représente un stockage de 35 000 m³ pour une surface en eau de 15 000 m² répondant aux besoins d'environ 25 ha irrigables.

Le site d'étude se situe au lieu-dit le la Plaine sur la commune de st Juire Champgillon en Vendée.

2.2 Motivations

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 70 000 m³.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer l'implantation des cultures lors de leurs mises en place, comme les repiquages des brocolis et la garantie de rendement minimum pour les cultures contractualisées telles que les légumes de plein champs et les semences.

L'installation récente des deux agriculteurs de la SCEA est portée sur la culture en conduite biologique pour l'ensemble des productions. L'exploitation est certifiée bio depuis plus de 5 ans.

L'apport et l'efficience de l'eau sur les terres agricoles permettront la diversification des cultures et l'assurance de rendement minimum sur les cultures contractualisées.

Enfin, le projet permettra la mise aux normes de l'étang actuel, qui est équipé d'un dispositif de déconnexion pour la période d'étiage, mais pas de surverse.

2.3 Situation géographique

Le territoire municipal de Saint-Juire-Champgillon s'étend sur 2 070 hectares. L'altitude moyenne de la commune est de 61 mètres, avec des niveaux fluctuant entre 25 et 116 mètres.

Administration	
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	Fontenay-le-Comte
Canton	La Châtaigneraie
Intercommunalité	Sud-Vendée-Littoral
Maire	Françoise Baudry-Sébastien
Mandat	2014-2020
Code postal	85210
Code commune	85235

Géographie	
Coordonnées	 46° 34' 44" nord, 1° 01' 34" ouest
Altitude	61 m Min. 25 m Max. 116 m
Superficie	20,70 km ²

Localisation

Géolocalisation sur la carte : France



Coordonnées du site d'étude

Latitude : 46.586578°

Longitude : -1.008139°

Parcelle cadastrale : N° ZK 23

Masse d'eau concernée : FRGR 0575a

LA SMAGNE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA
SOURCE JUSQU'A SAINTE-HERMINE

Le projet se situe au lieu-dit la Plaine, sur la commune de St Juire Champgillon.



Projet d'agrandissement



2.4 Contexte réglementaire :

Sage Bassin du Lay	La commune de Saint Juire Champgillon fait partie du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non concerné. Une zone humide n'est recensée sur le site étude
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Le projet tiendra compte du seuil des 5% du débit du cours d'eau pour le prélèvement.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	La surface totale du projet représentera un miroir d'eau inférieur à 3ha
3.2.4.0. vidange de plan d'eau 1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 (D)	Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet représentant une emprise supérieure à 2 ha sera soumis à permis d'aménager.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :

La retenue sera positionnée sur la parcelle cadastrée N° 23 sections ZK de la commune cde Saint Juire Champgillon.

La totalité de l'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de l'existant de l'actuel étang et de ces équipements, des caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

Aux vues des sondages effectués, les matériaux nécessaires à la conception de l'étang sont de bonne qualité et en quantité suffisante pour réaliser le projet à l'équilibre déblai / remblai.

L'agrandissement empiètera sur des terres agricoles, cultivées par le pétitionnaire.

2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer la production des cultures pour l'exploitation et développer les cultures spécialisées. La contractualisation de ces cultures n'est possible que par la garantie de rendement des cultures mises en place sur l'exploitation. Pour cela, l'accès est l'irrigation est obligatoire pour l'établissement d'un accord de production.

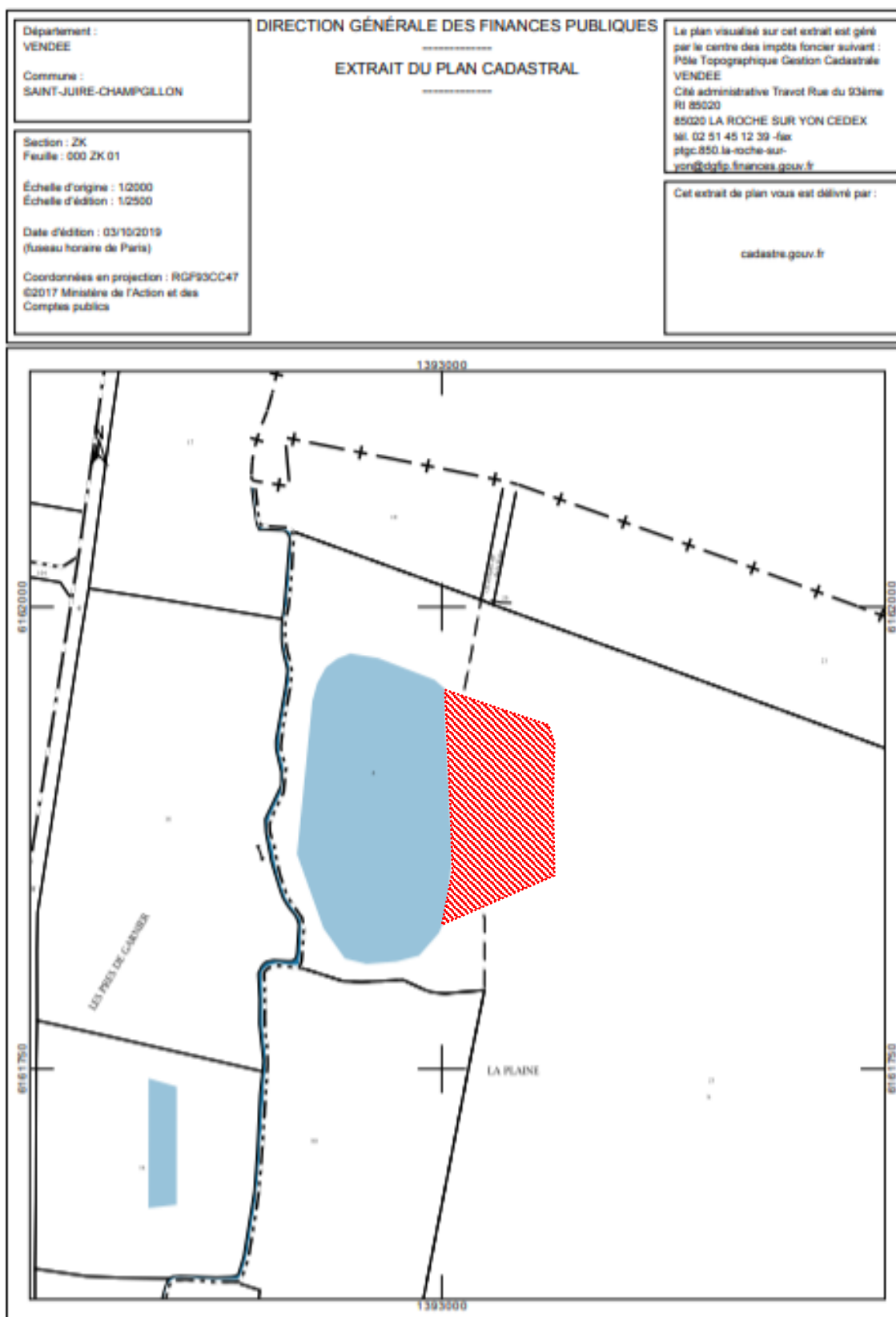
Les cultures pratiquées sur les terres à bon potentiel agronomique pourront capter de la valeur ajoutée par leur développement, leur rendement et leur diversification.

Dans un contexte plus large, le projet assurera le dynamisme de la filière qui contribue à l'économie locale, le renouvellement de la génération et l'installation de jeunes agriculteurs, comme c'est le cas pour ce projet.

2.7 Urbanisme

De par ses caractéristiques, le projet sera soumis à un permis d'aménager, son emprise totale étant supérieur à 2 ha et sa hauteur supérieure à 2m.

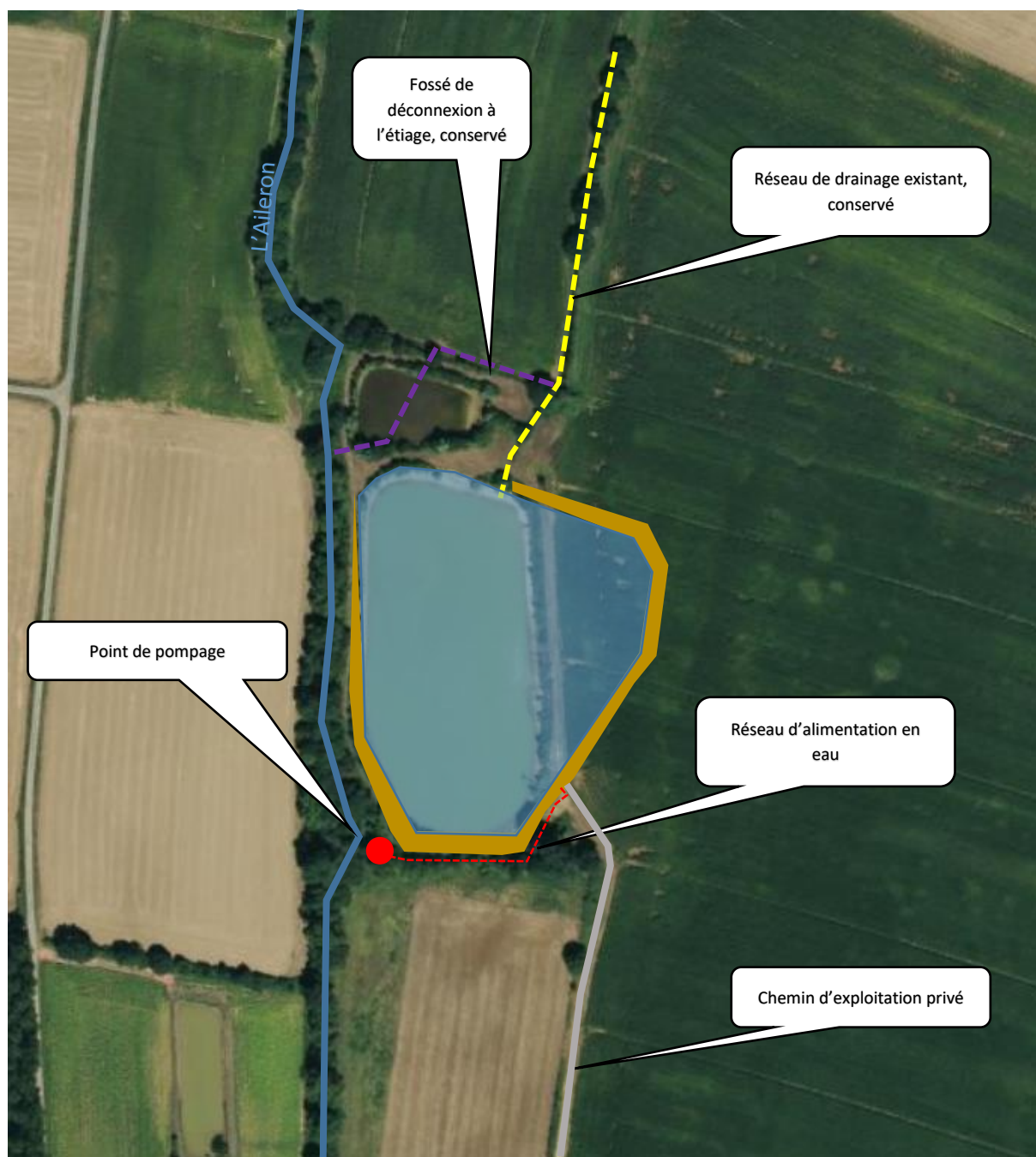
La parcelle du projet se situe en zone A, autorisant ce type de travaux à vocation agricole.



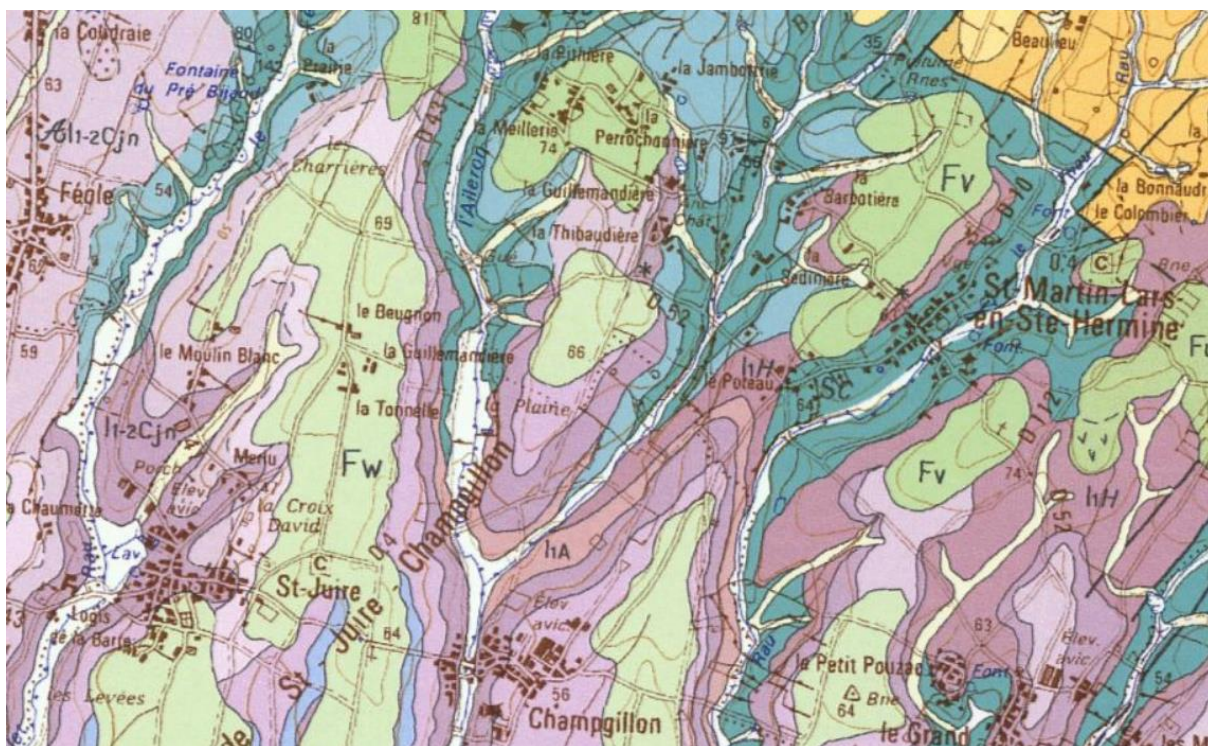
3. Contexte environnemental :

Schéma de fonctionnement de la retenue

La retenue sera endiguée sur la majeure partie de sa surface. Le fossé de déconnexion permettra de dévier les eaux de drainage et du bassin versant vers le milieu. Le système de bypass permettant la manœuvre sera refait à neuf et une nouvelle surverse sera dimensionnée afin d'être aux normes imposées par la réglementation en vigueur.



3.1.2 Situation géologique et morphologique

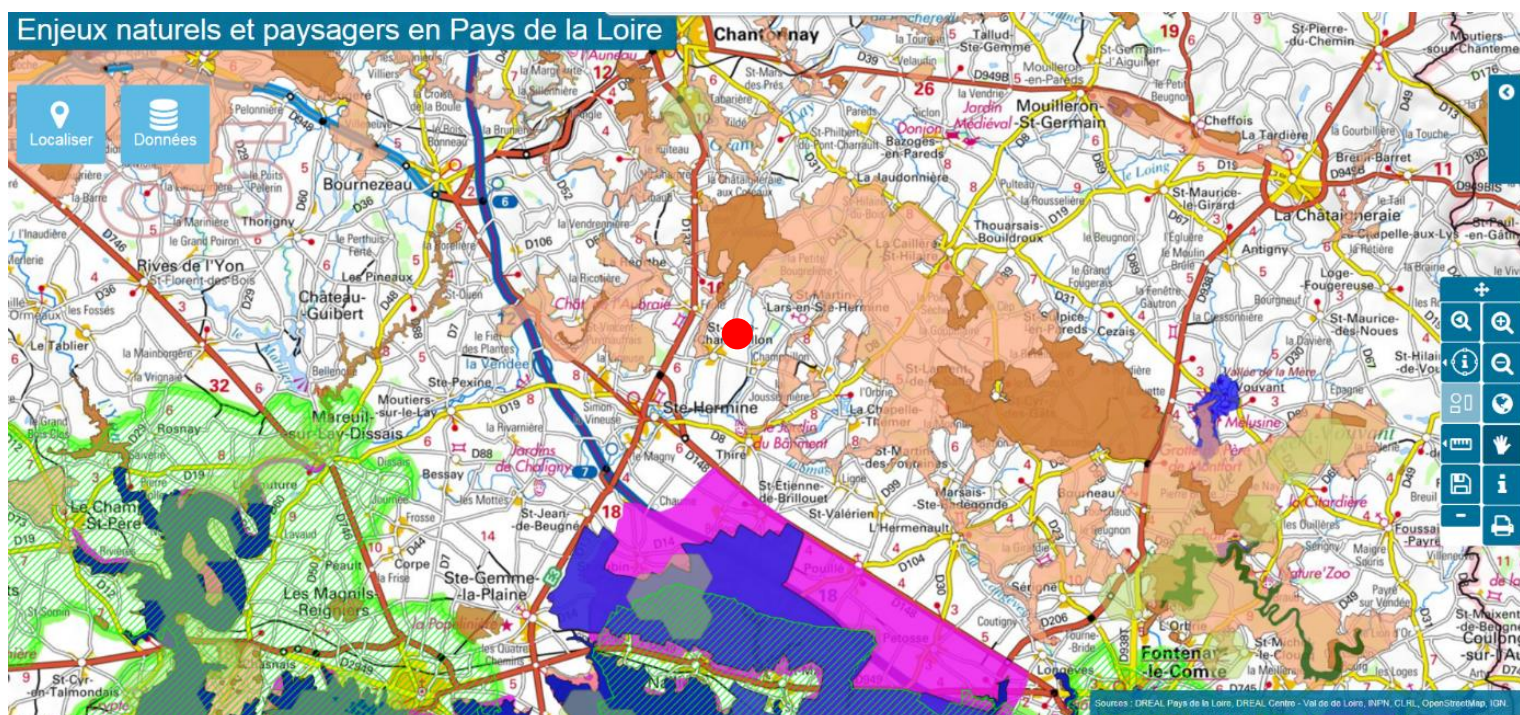


D'après la carte N°586 de Fontenay le Comte, le projet se situe sur une Formation cénozoïque : Formations fluviatiles - Argiles limoneuses grisâtres et graviers polygéniques (Holocène à Actuel) ainsi que sur une formation Mésozoïque : Formation des calcaires jaunes nankins (Hettangien - Sinémurien) : calcaires grossiers, bioclastiques, dolomitiques, à passées oolitiques - Calcaires "caillebotines" : calcaire fin, gris foncé à passées oolitiques.

Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.

3.2 Les secteurs d'intérêt particulier

Le site potentiel sélectionné pour la création de la retenue ne se superpose à aucun périmètre de protection d'un patrimoine d'intérêt biologique.



3.2.1 Les ZNIEFFs

ZNIEFF de type I Bois à l'ouest de Villeneuve à 1.8 km

Identifiant national : 520005744

ZNIEFF de type II Vallée du Lay et bois de la Réorthe à St Vincent Puymaufrais à 3.8 km

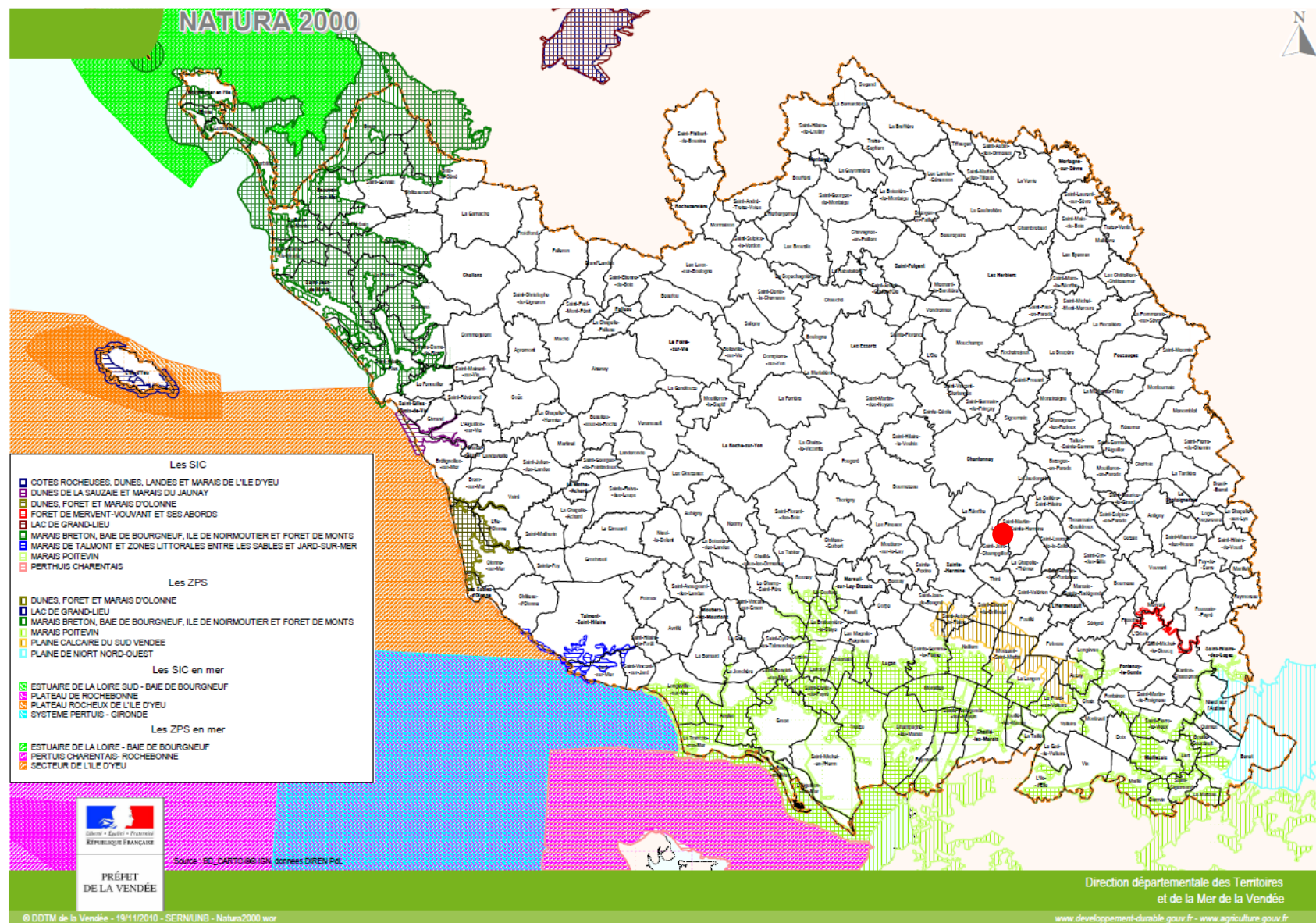
Identifiant national : 520012246

Znieff de type II Bocage et bois entre la Forêt de Vouvant et le sud de Chantonnay à 1.3 km

Identifiant national : 520005788

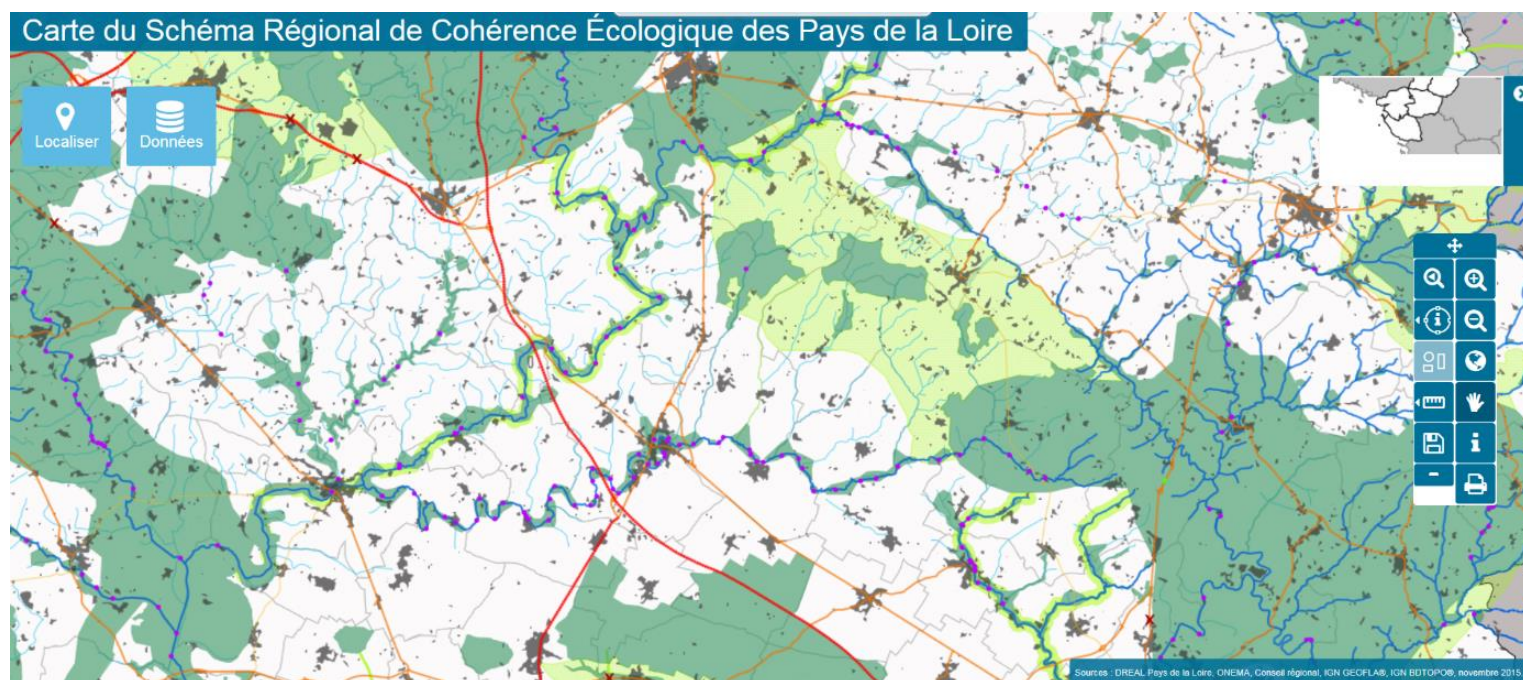
3.2.2 Natura 2000

Plaine calcaire du sud Vendée ZPS FR5212011 à 7.5 km
Marais poitevin FR8000050 SIC/ZSC



3.2.3 Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.



Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans avoir vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espaces contigus.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau,) ;

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets,...) ;

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans un corridor écologique particulier. La mare existante au bout de l'étang actuel sera conservée et l'agrandissement ne fera pas obstacle à la continuité du cours d'eau L'Aileron.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors (linéaire, discontinu, paysager).

L'agrandissement se fera sur des terres agricoles actuelles cultivées par la SCEA.

3.3 Les zones humides

La parcelle concernée par l'agrandissement ne comporte pas de zone humide.

3.4 Servitudes

Les parcelles concernées par le projet ne comportent aucune servitude (réseau électrique, gaz...) Seul le réseau privé de canalisation pour l'irrigation est existant sur la parcelle. L'étang actuel est aussi desservi par l'électricité pour permettre l'alimentation de la pompe vers les parcelles irriguées.

4. Sécurité

L'étang d'irrigation, d'une capacité de 70 000 m³ n'est pas concerné par les classes de barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

Aucun élément ligneux pouvant fragiliser l'ouvrage ne sera présent sur les digues. Un entretien régulier sera effectué.

La régulation des nuisibles sera aussi gérée, notamment le ragondin.

Le projet n'est pas soumis aux classes barrage, l'habitation tierce la plus proche sera située à plus de 990 m de l'ouvrage.